



ÎLE-DE-FRANCE - OISE | Des milliards de mètres cubes de méthane sont stockés sous nos pieds. Ces sites méconnus vont jouer, cet hiver, un rôle majeur. Celui de Saint-Illiers-la-Ville (Yvelines) concentre l'équivalent de 60 % de la consommation annuelle de gaz des Parisiens.

Un si précieux gaz dans les sous-sols de nos villages

MEHDI GHERDANE

LES SOUS-SOLS de la région parisienne regorgent d'or. Un « or » transparent qui a brutalement pris de la valeur pendant la guerre en Ukraine : partout en Europe, les prix du gaz ont flambé, alimentant, en partie, la hausse des tarifs de l'électricité. Le risque de pénurie de gaz cet hiver braque les projecteurs sur l'importance stratégique de cinq sites méconnus en Île-de-France et dans l'Oise : les centres de stockage de Storengy, filiale d'Engie.

À Saint-Clair-sur-Epte (Val-d'Oise), Gournay-sur-Aronde (Oise), Germigny-sous-Coulombs (Seine-et-Marne), Beynes et Saint-Illiers-la-Ville (Yvelines), ces immenses cavernes souterraines permettent de stocker le méthane qui nous chauffera une partie de l'hiver.

À Saint-Illiers, venu de Norvège, est stocké l'équivalent de 600 000 piscines olympiques

Dans les sous-sols de Saint-Illiers, un village de 400 habitants situé à quelques kilomètres de Mantes-la-Jolie, et de quatre communes voisines est ainsi emmagasiné environ « 60 % de la consommation annuelle de gaz des ménages parisiens », précise Camille Bonenfant-Jeanneney, directrice générale de Storengy. En volume, cela représente 1,5 milliard de mètres cubes de gaz, soit l'équivalent de 600 000 piscines olympiques, principalement expédié vers la région parisienne et la Normandie.

Le précieux fluide, venu principalement de Norvège, est acheminé via un réseau de gazoducs souterrains avant d'être injecté dans la roche à près de 400 m de profondeur. À l'image de l'eau puisée dans les nappes phréatiques, on le pompe ensuite avant de le distribuer dans un réseau complexe, vaste toile d'araignée invisible qui irrigue toute la France et cercle la région parisienne comme un périphérique enterré.

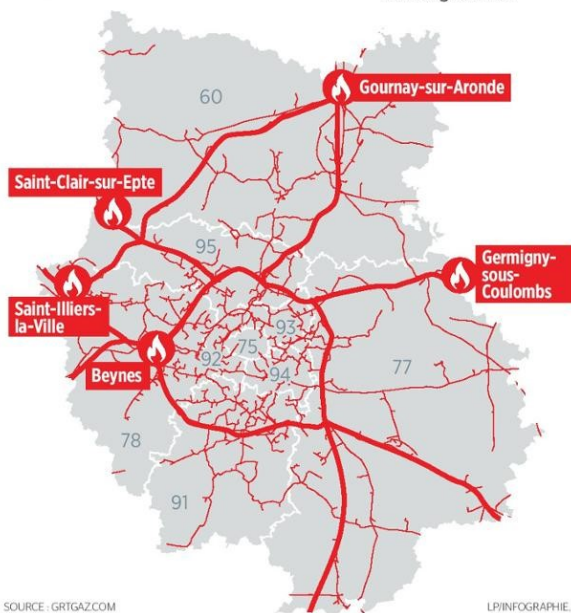
En temps normal, ces centres ne

CINQ CENTRES STRATÉGIQUES



Principaux sites de stockage

— Principaux gazoducs
— Autres gazoducs



sont pas sollicités en priorité. « Mais en cas de froid, plus de 50 % de la consommation est fournie par nos stockages », détaille Pierre Chambon, directeur général de Storengy. Les prévisions météo sont donc guettées avec intérêt par les gestionnaires du réseau.

Un travail de titan pour remplir les réserves avant l'hiver

La crainte d'une pénurie et la quasi-disparition de l'offre russe (15 à 20 % de nos importations avant le conflit) ont obligé Storengy à travailler d'arrache-pied ces derniers mois. Avec un objectif : disposer de réserves pleines avant l'arrivée de l'hiver. « Habituellement, la fin du prin-

temps et l'été sont des périodes calmes durant lesquelles on en profite pour réaliser des travaux de maintenance, mais cet été les collègues ont beaucoup plus travaillé sur leur cœur de métier. Les vacances en ont été perturbées ou raccourcies mais nos techniciens ont contribué à sécuriser l'hiver », reconnaît un porte-parole du groupe.

La méthanisation comme solution ?

En plus du gaz naturel, les fournisseurs d'énergie espèrent s'appuyer dans les prochaines années sur le biométhane, issu de la décomposition des végétaux (*lire ci-contre*). Cette ressource renouvelable se dé-

Saint-Illiers-la-Ville (Yvelines), mardi dernier. Le fluide est acheminé via un réseau de gazoducs souterrains avant d'être injecté à près de 400 m de profondeur. Dans ce site, 1,5 milliard de mètres cubes de méthane est stocké. Il sera principalement expédié vers la région parisienne et la Normandie.

veloppe lentement. Au parc zoologique de Thoiry, tout proche dans les Yvelines, on récupère ainsi le gaz issu des excréments des ruminants pour l'injecter dans le réseau.

En attendant la multiplication des centres de méthanisation, sous réserve de leur acceptation par les riverains, il faudra croiser les doigts pour que les vagues de froid, surtout en sortie d'hiver, ne se succèdent pas. L'appel au civisme des consommateurs est constamment relayé. « Si tout le monde baisse son chauffage d'un seul degré, les économies réalisées permettront de se passer de gaz russe. C'est largement à notre portée », conclut Pierre Chambon. ■



Si tout le monde baisse son chauffage d'un seul degré, les économies réalisées permettront de se passer de gaz russe. C'est largement à notre portée.

PIERRE CHAMBON, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE STORENGY, FILIALE D'ENGIE





La Seine-et-Marne est leader dans le domaine avec 23 méthaniseurs, dont celui d'Ussy-sur-Marne, loin devant les Yvelines et leurs 10 sites de production.

FOCUS | Le biométhane, futur « or vert » de la région parisienne ?

L'ÎLE-DE-FRANCE n'est ni la Norvège ni la Russie. Pourtant, la région pourrait bien devenir un important producteur de gaz dans les prochaines années grâce au procédé de biométhanisation. Pour faire simple, il s'agit de récupérer le méthane issu de la décomposition des déchets végétaux avant de l'injecter dans le réseau d'alimentation domestique.

Selon Storengy, l'Île-de-France est déjà la sixième région productrice de biométhane... et elle pourrait faire encore mieux. « Son potentiel de croissance se trouve notamment dans le gisement des biodéchets des ménages, indique un proche de la direction du groupe. La loi oblige les collectivités à traiter de façon séparée les déchets organiques à partir de 2024. Avec des zones fortement urbanisées, l'Île-de-France aura un besoin important de méthaniseurs. » La région en compte 43. Neuf de ces usines récupèrent les

gaz issus des stations d'épuration et 25 le font grâce aux déchets agricoles. La Seine-et-Marne, avec ses grandes plaines de culture et sa surface conséquente, fait figure de leader dans le domaine avec 23 méthaniseurs, bien loin devant les Yvelines et leurs 10 sites de production. « C'est le premier département français pour la capacité raccordée de biométhane (quantité de gaz injectée dans les tuyaux), il représente 9 % de la capacité nationale », ajoute-t-on chez Storengy.

Près de 70 projets sont à l'étude. D'ici à 2030, le biométhane pourrait représenter 20 % de la consommation de gaz en France. Ce qui correspond approximativement aux importations de méthane russe avant la crise. Il faudra toutefois compter avec la grogne des riverains de ces nouvelles usines, gênés, parfois, par les odeurs et inquiets des risques liés à leur présence. ■ M.G.

REPORTAGE | Trop près de l'usine, la moitié des habitants de ce hameau ont été expropriés

JULIETTE DUCLOS

DANS LE HAMEAU de Saint-Maur, à Gournay-sur-Aronde (Oise), scindé en deux par une route départementale, il règne une atmosphère de fin du monde. Ici, la moitié de la population a disparu, la moitié du village a été détruite. Seuls subsistent des montagnes de gravats, un panneau « attention travaux » et quelques murs, toujours dressés, dont les fenêtres laissent apercevoir de la végétation.

Depuis sa voiture, un premier habitant refuse d'abord de faire le « moindre commentaire » sur la situation, « la déception est trop forte ». Puis ce retraité finit par gronder, en désignant les ruines des habitations : « Regardez-moi tout ça, c'est un désastre, ce qui est arrivé. »

« On nous demande si on s'est pris un missile venant d'Ukraine »

Pour lui, Saint-Maur a payé trop cher sa proximité avec Storengy, ce vaste site de stockage de gaz naturel, situé à quelques centaines de mètres de là. Et il ne décolère pas à l'en-

contre de la loi Bachelot, qui impose désormais des plans de prévention des risques technologiques (PPRT) depuis l'explosion de l'usine AZF, qui a fait 31 morts à Toulouse en 2001. « Avant, c'était un petit village tellement joli, maintenant, c'est une catastrophe », conclut-il, avant de reprendre la route. Car pour protéger les riverains en cas d'accident, ces PPRT imposent des mesures préventives contraignantes à proximité des sites industriels, allant jusqu'à l'expropriation. C'est le cas pour plusieurs habitants de Saint-Maur.

Il y avait pourtant bien eu une large mobilisation dans le village, soutenue par nombre d'élus locaux. En vain : les trois habitations incluses dans la zone d'expropriation et les sept autres se trouvant en zone de délaissement ont été rachetées par l'État. En 2019, dix familles ont dû quitter définitivement le village, participant au sentiment d'abandon de ceux qui restent.

« Quand ils arrivent ici, les gens nous demandent ce qui s'est passé, si on s'est pris un missile venant d'Ukraine », lâche Roland, amer. Le

retraité, qui a vu ses voisins emménager ailleurs, habite juste en face d'une l'ancienne ferme, réduite à l'état de décombres. Il y avait travaillé comme salarié agricole pendant de longues années.

« Est-ce qu'un jour cela va être notre tour ? »

Devant son portail entrouvert, cet homme âgé de 78 ans s'interroge

encore : « Ils disaient que c'était dangereux d'habiter là alors que nous, c'est bon. À 20 m près, qu'est-ce que ça change ? »

Roland, comme les autres habitants restants, est supposé réaliser des travaux de renforcement de sa maison, en installant notamment des fenêtres à triple vitrage, mais il a prévenu : hors de question qu'il mette le « moindre sous de sa poche ».



Gournay-sur-Aronde (Oise), vendredi. Avec la mise en place du plan de prévention des risques technologiques (PPRT), dix familles du hameau de Saint-Maur ont été expropriées et leurs maisons, détruites.

« Depuis, je n'ai plus de nouvelles. » Déménager ? Impossible. Qui donc rachèterait une maison dans une zone couverte par un PPRT ? Alors, Roland attend : « De toute façon, je ne serai plus là dans vingt ans pour voir ce qui va se passer... »

Un peu plus bas, aux abords de la route départementale, Stéphane, 49 ans, se demande également de quoi sera fait l'avenir. « On n'était pas dans le premier chapeau (des habitants expropriés). Mais est-ce qu'il y en aura un deuxième ? Est-ce qu'un jour, ça va être notre tour ? », glisse-t-il.

Avant que les maisons ne soient enfin détruites, elles ont été laissées à l'abandon. Des gens allaient et venaient pour récupérer des portes, des fenêtres, des tuiles... « Ça faisait un peu village fantôme, donc c'est mieux comme ça. Il a y moins de passage, moins de visite, c'est plus sain pour nous. » Malgré tout, lui veut quand même croire au futur de Saint-Maur. « On a fait une démarche auprès de la mairie pour avoir un jardin potager commun, il faut créer du lien, car on n'est plus beaucoup ici. » ■